

biculturalisme au chapitre de l'enseignement de l'histoire au Canada. Il montre que dix provinces enseignent dix versions différentes de notre histoire qui est presque méconnaissable d'une province à l'autre même au sein du même groupe linguistique. Les différences entre les deux groupes linguistiques officiels sont encore plus frappantes. Nous devrions être en mesure de présumer que les provinces, au cours de conférences portant sur le sujet soient disposées à en arriver à une entente en se fondant sur une méthode uniforme pour enseigner une matière aussi élémentaire que l'histoire de notre propre pays, mais jusqu'ici elles n'ont pas réussi à atteindre ce minimum.

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre. L'heure consacrée à l'étude des mesures d'initiative parlementaire étant expirée, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

Reprise de la séance

La séance reprend à 8 heures.

MOTION D'AJOURNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 26 DU RÈGLEMENT

LES CÉRÉALES

LE PROGRAMME DE RÉDUCTION DES EMBLA-
VURES ET LA SITUATION FINANCIÈRE DES
FERMIERS DE L'OUEST

M. l'Orateur: A l'ordre. Conformément à l'article 26 du Règlement, le député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave), appuyé par le député de Regina-Est (M. Burton), propose:
Que la Chambre s'ajourne maintenant.

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, il m'a semblé nécessaire que nous tenions un débat de cette nature, à cause de la déclaration du ministre d'État (M. Lang) chargé de la Commission du blé, déclaration appuyée et approuvée par le ministre de l'Agriculture (M. Olson). D'après cette déclaration, il semble que l'agriculture dans l'Ouest canadien prendra une nouvelle orientation et qu'il y aura des changements profonds et radicaux dans l'industrie agricole de cette région.

Lorsque quelqu'un en autorité juge souhaitable de ne plus produire de blé sur 22 millions d'acres en une année dans l'Ouest et quand on songe que l'an dernier la superficie totale des emblavures était de 24.5 millions d'acres, on peut comprendre l'idée et la portée de la politique proposée. Je ne sais pas quelle serait la réaction si quelqu'un faisait une proposition semblable en ce qui concerne les aciéries, l'industrie de l'automobile ou la culture du maïs de l'Ontario. On pourrait choisir les industries d'autres provinces comme exemples. En apprenant cela, vous vous attendriez à une grave dislocation d'un secteur capital du Canada. Quand nous discutons des changements comme ceux-là pour le blé, nous parlons des fondements de l'économie agricole de l'Ouest, du secteur agricole capital de l'Ouest. Ne nous y laissons pas tromper ou illusionner. C'est ce qui est en cause. L'économie agricole repose sur la production céréalière. Que les cultivateurs élèvent des bovins ou des porcs—mes commentaires visent tout le monde sauf le petit nombre qui s'occupe d'élevage—les céréales servent à toutes les étapes de l'engraissement.

● (8.10 p.m.)

Si la proposition est couronnée de succès et qu'on restreint le nombre d'acres ensemencées, je serai vivement troublé et consterné. Car, monsieur l'Orateur, si nous réussissons à retrancher ce nombre d'acres ensemencées en blé et que nous avons une campagne comme celle de 1961 en Saskatchewan ou dans l'Ouest canadien en général, nous devons faire face à une catastrophe.

La tige de blé n'est pas très haute, mais les produits secondaires du blé ainsi que l'orge et l'avoine constituent les aliments composés destinés aux bestiaux. La Chambre doit se rendre compte qu'il y a des changements fondamentaux de production dans cette région. En 1961, nous avons récolté 260 millions de boisseaux de blé dans l'Ouest canadien et en 1966, nous en avons récolté 807 millions de boisseaux. C'est une différence fort sensible. Si vous parcourez les chiffres du rapport de la Commission du blé, vous constaterez que notre production s'est maintenue à un niveau relativement élevé de 1964 à 1968. Les récoltes des quatre dernières années ont été exceptionnelles, et c'est à cela qu'il faut attribuer en partie notre surplus actuel. Il est aussi imputable à notre politique de ventes qui n'a pas suivi le rythme de la production.